

Région académique Auvergne  
Rhône Alpes  
Délégation régionale académique à  
la jeunesse, à l'engagement et aux  
sports  
Direction régionale académique  
des achats

**MARCHE RELATIF A  
L'HEBERGEMENT ET A LA RESTAURATION DU  
SERVICE NATIONAL UNIVERSEL**

**SESSIONS DE MARS A JUILLET 2025**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
(C.C.P.)**

**ANNEXE 1 – OPTION  
« ENCADREMENT ET ACTIVITES DES SEJOURS »**

Option facultative pour les lots n°2 et n°4

**Table des matières**

1 - Constitution de l'encadrement -----	2
2 – Formation des encadrants-----	3
3 – Respect des principes de laïcité et de neutralité -----	3
4 – Contraintes spécifiques au SNU -----	4

## **Préambule**

En sus des prestations des articles 8.1, 8.2 et 8.3, l'option comprend également les prestations suivantes, assurées par le titulaire sous l'autorité et la supervision du chef de projet départemental :

- L'élaboration du projet éducatif et pédagogique en conformité avec le guide des contenus fourni en annexe 3 et 4 ;
- La mise en œuvre de ce projet éducatif et pédagogique comprenant l'encadrement des jeunes sur toute la durée du séjour ;
- Les prestations d'activité et le matériel nécessaire à leur réalisation (défraiement, coût de prestation, transport, matériel consommable, etc) ;
- L'évaluation de chaque séjour selon les modalités définies par le ministère (DG SNU)
- L'accompagnement des jeunes durant les trajets pendant le séjour.

L'organisation et la prise en charge du transport, aller et retour, des volontaires entre le lieu de rassemblement et le centre de séjour, ne relève pas du périmètre du présent marché.

## **1 - Constitution de l'encadrement**

Tout le personnel est recruté et rémunéré par le titulaire.  
La taille type d'un centre SNU est de 112 jeunes volontaires.

Les seuils d'encadrement types sont les suivants :

Nbre volontaires par centre	Nbre de compagnies	Nbre de maisonnées	Chef de centre	Adjoint au chef de centre	Cadre spécialisé (dont santé)	Cadre de compagnie	Cadre de compagnie de réserve	Référent vie collective	Tuteur	Tuteur de réserve
112	2	8	1	1	2	2	0	1	8	2
126	2	9	1	1	2	2	0	1	9	2
140	2	10	1	1	2	2	1	1	10	2
154	3	11	1	1	3	3	1	1	11	2
168	3	12	1	1	3	3	1	1	12	2
182	3	13	1	2	3	3	1	1	13	3
196	3	14	1	2	3	3	1	1	14	3
210	3	15	1	2	3	3	1	1	15	3

Le titulaire organise l'encadrement pendant le séjour, selon le modèle de centre suivant :

- Un chef de centre
- Un ou deux adjoints selon la taille du centre
- Deux ou trois cadres spécialisés dont un cadre de santé. La surveillance médicale sera assurée par un ou une infirmier-ère diplômé d'Etat ou à défaut par un/une assistant(e) sanitaire répondant aux conditions de l'arrêté du 20 février 2003 relatif au suivi sanitaire des mineurs, mentionné à l'article L. 227-4 du code de l'action sociale et des familles (minimum requis : AFPS/PSC1).
- Un cadre de compagnie (une compagnie est composée de 4 ou 5 maisonnées) :

Il est responsable de l'encadrement de la vie courante de la compagnie. Il dirige l'action des tuteurs et résout les éventuelles difficultés rencontrées par la compagnie, notamment disciplinaires.

- Un tuteur de maisonnée (une maisonnée est composée de 14 jeunes) :

Chaque maisonnée est animée par un tuteur, chargé de l'encadrement de proximité des volontaires. Placé sous l'autorité du cadre de compagnie, il fait vivre la discipline courante, mobilise les volontaires en vue des activités prévues et des services confiés à leur maisonnée, et s'assure de la bonne participation au quotidien des volontaires en situation de handicap ou présentant des problèmes de santé. Le tuteur crée les conditions propices à l'objectif de brassage et de cohésion, il veille à susciter un esprit d'appartenance, par exemple au travers de signes de reconnaissance de la maisonnée, qui peuvent faire l'objet d'activités dédiées. En cas de difficulté, il rend compte au cadre de compagnie ou à son adjoint. Les tuteurs peuvent également, selon leurs compétences et le projet

éducatif mis en œuvre, participer à l'animation de certaines activités.

- Un référent de « vie collective », qui n'est pas rattaché à une maisonnée, mène des actions de prévention pour sécuriser l'inclusion de tous les jeunes et prévenir les risques de rupture de séjour. Il coordonne par ailleurs la mise en place des créneaux de démocratie interne.

Le chef de centre est recruté avec l'accord préalable du chef de projet SNU du département du territoire concerné.

Les autres personnels sont recrutés par le titulaire qui associe systématiquement le chef de projet SNU du département concerné et le chef de centre à leur recrutement.

Un des cadres spécialisés est référent sport et cohésion, chargé de renforcer le *continuum* éducatif des séjours veillant à fonder, autant que possible, l'ensemble des activités sur la mise en activité et la cohésion.

L'encadrement sera composé d'une pluralité de compétences avec des personnes disposant d'une expérience dans les armées, dans les établissements de l'Éducation nationale et au sein des fédérations et association d'éducation populaire.

La qualification de l'équipe encadrante doit respecter la réglementation, notamment en vigueur en matière de qualification des encadrants d'accueils collectifs de mineurs.

L'honorabilité de tous les encadrants et intervenants mobilisés dans la cadre des séjours de cohésion est systématiquement contrôlée avant leur formation. Il est mis en oeuvre via le système d'information relatif aux accueils collectifs des mineurs. Cette application permet à l'organisateur du séjour de vérifier la présence éventuelle de l'encadrant sur la liste des cadres interdits d'exercer (CADINT). Il permet également l'interrogation automatisée de l'extrait B2 du casier judiciaire (B2) et du fichier national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIAISV).

En plus des cas mentionnés à l'article 14 du CCAG-FCS et du CCP, et par dérogation, en cas de non-respect du ratio encadrant/volontaire (encadrement insuffisant), le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 500 euros HT par jour de retard, à partir du jour du constat du manquement jusqu'au rétablissement du ratio prévu.

## **2 – Formation des encadrants**

Le suivi du programme de formation pour toute l'équipe encadrante est obligatoire et essentielle à la réussite du projet. Elle vise à créer un « esprit SNU » qui fédère les expériences et les cultures de cadres aux parcours professionnels différents tout en leur donnant les informations et les compétences nécessaires pour remplir leur mission dans un cadre d'emploi nouveau.

Les formations des chefs de centre sont mises en œuvre par le ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse, soit au niveau national, soit sous la responsabilité des recteurs de région académique. Elles ont une durée de 3 jours pour une ou plusieurs sessions, avant la première session.

Une formation nationale des chefs de centre et des adjoints sera organisée à Poitiers. Le chef de centre et son adjoint du titulaire pourront participer à cette formation. Les frais de la formation, de l'hébergement et de la restauration sur place seront pris en charge par le rectorat. Le titulaire aura à sa charge la rémunération du chef de centre et de son adjoint et les frais de déplacement jusqu'à Poitiers. Le calendrier de cette formation sera fourni ultérieurement et la formation se déroulera sur trois semaines non consécutives du lundi 14 h au vendredi 12 h 30.

Pour les autres membres de l'équipe encadrante (y compris pour les centres en délégation) ils doivent suivre au minimum 2 jours de formation pour une ou plusieurs sessions, avant la première des sessions. Les frais de rémunération et déplacement sont supportés par le titulaire. La réunion se déroule à Lyon.

## **3 – Respect des principes de laïcité et de neutralité**

Le présent marché confie au titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent marché, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le règlement intérieur des centres garantit le respect du principe de laïcité par les volontaires. Le port de signes religieux ostensibles et la pratique collective du culte sont interdits pendant les temps collectifs. Des espaces spécifiques peuvent être aménagés dans les centres d'hébergement pour permettre le recueillement individuel.

Le titulaire communique au Rectorat les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent marché respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique au rectorat chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Il informe sans délai le rectorat des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, le rectorat peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le rectorat le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le rectorat se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité forfaitaire de 500 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

#### **4 – Contraintes spécifiques au SNU**

Les encadrants sont garants du respect du cahier des charges et du règlement intérieur commun des centres du SNU du centre (fourni par le rectorat).

#### **4.1 - SPECIFICITE DES ACCUEILS DE CLASSES ET LYCEES ENGAGES (CLE)**

Le titulaire doit être en mesure d'accueillir au sein du centre des jeunes volontaires issus des « classes et lycées engagés » (CLE). Lancé en juin 2023, ce dispositif articule un projet pédagogique annuel et la participation des élèves du projet à un séjour de cohésion du SNU sur temps scolaire. Une partie du contenu de ce séjour, tout particulièrement la « coloration » sur trois jours, est articulée avec la thématique du projet pédagogique de la « classe engagée ».

La labellisation « classe et lycée engagés » est présentée sur le site Eduscol : <https://eduscol.education.fr/3912/classes-et-lycees-engages>

La mise en œuvre des séjours de cohésion pour les « classes engagées » nécessite de :

- Travailler en amont du séjour avec le référent de l'établissement ou de la « classe engagée » pour présenter le projet pédagogique du séjour, notamment de la coloration choisie, afin de faciliter les connexions avec le projet de classe et donner du sens à la démarche d'engagement des élèves ;
- Reconstituer le groupe classe durant les activités des 3 jours de la « coloration » pour permettre une continuité du projet de classe mené au sein de l'établissement scolaire. En dehors de ces 3 jours, les jeunes sont répartis au sein des maisonnées et des compagnies afin de favoriser la mixité sociale et territoriale ;
- Respecter les dates des trois jours de coloration fixées par le rectorat ;
- Proposer un bilan des actions menées dans le cadre du séjour de cohésion auprès des référents de l'établissement ou de la « classe engagée ».

#### **4.2 – REGLEMENT INTERIEUR**

Un règlement intérieur sera fourni au moment de la notification.

Il détaille, en particulier, les tenues, les horaires, les modalités des levers et couchers, la discipline générale et l'échelle des sanctions. Une attention particulière est portée à l'encadrement de la mixité, notamment après le dîner. L'usage des téléphones portables est strictement limité conformément au règlement intérieur en annexe.

Les encadrants veillent à la promotion des valeurs républicaines au travers de l'expérience de la vie collective. Ils organisent chaque jour le lever des couleurs et le chant de l'hymne national. Ils mettent en place des « conseils de maisonnées », quotidiennement. Ils contribuent à la bonne organisation et au déroulement de la cérémonie de clôture, présidée par les autorités locales (Préfets/Recteurs ou leurs représentants), en fin de séjour.

Ils portent la tenue commune « SNU » fournie et veillent au respect du port de la tenue par tous les volontaires.

#### **4.3 – LE PROGRAMME EDUCATIF ET PEDAGOGIQUE**

Le titulaire décrit les modalités pédagogiques de l'application du guide des contenus et propose un prévisionnel d'emploi du temps pour le tronc commun et les 4 « colorations » répondant aux exigences du guide des contenus fournis en annexe.

Il permet le renforcement de la coordination avec les partenaires et donne aux jeunes des possibilités d'actions et de rencontres hors des espaces scolaires.

Il est construit dans une logique transversale autour d'un projet cohérent :

- Un tronc commun composé de trois thématiques transversales (activités physiques et sportives / développement durable / autonomie des jeunes) et de quatre modules nationaux (valeurs de la République / sécurité intérieure / PSC1 / Journée Défense et Mémoire).

La finalisation du programme par le chef de centre se fait en concertation avec le chef de projet départemental. Le chef de centre s'appuie sur les partenariats locaux et l'offre de proximité (sites historiques, culturels etc..) pour proposer des activités.

Le titulaire met en oeuvre les activités, soit avec ses encadrants, soit en mobilisant des partenaires locaux, à l'exception de deux modules pris en charge :

- La « Journée Défense et Mémoire (JDM) », mis en oeuvre par le ministère des armées ;

- Les ateliers « cyber-harcèlement » et « recherche de personne disparue », « intervenir lors d'un accident de la circulation » assurés par des membres des forces de sécurité intérieure (Gendarmerie, Police, SDIS). Par contre, l'atelier « Sur ma route » du module national « Sécurité intérieure », est assuré par les encadrants du SNU qui auront bénéficié d'une formation préalable. Un référent issu des personnes œuvrant habituellement dans le champ d'activité de la sécurité routière pourra être présent dans le centre.

- Le titulaire propose un programme prévisionnel de trois jours pour chacune des quatre « colorations ».

- Défense et mémoire,
- Sports et Jeux olympiques et paralympiques (JOP),
- Environnement,
- Résilience et prévention des risques

Pour chaque séjour, le titulaire est en capacité de mettre en oeuvre au moins trois des quatre programmes « coloration », et idéalement les quatre.

Pour l'exécution du programme, le titulaire s'engage à mettre à disposition des participants tous les moyens nécessaires, en terme d'équipements, de transports, de matériels et également des intervenants spécialisés pour les activités spécifiques. Les activités sportives spécifiques sont encadrées par des intervenants diplômés d'Etat ou ayant un diplôme/attestation permettant d'encadrer l'activité.

Toute activité ne pouvant avoir lieu devra, soit être reportée sur la durée du séjour, soit être remplacée par une activité équivalente.

L'équipe d'encadrement veille et accompagne le bon déroulement des modules nationaux proposés par des intervenants extérieurs. Enfin, elle veille à la cohérence et à la continuité de l'ensemble du programme. Grâce à une pédagogie adaptée, l'ensemble des thématiques du guide des contenus du SNU est prise en compte de manière transverse tout au long du séjour. Ainsi, les activités sont construites sur des principes de pédagogie active et d'éducation non formelle et s'inscrivent dans une logique de participation et d'inclusion.

L'équipe d'encadrement fait participer les volontaires aux travaux courants du centre au travers de services organisés par roulements, par maisonnée ou par compagnie, en fonction des besoins. Ces services comprennent les tâches quotidiennes mais également, autant que possible, l'organisation des activités et l'accueil des intervenants.

Des temps de démocratie interne et d'auto positionnement sont quotidiennement organisés en alternance.

Le titulaire s'engage à mettre en place des activités variées durant les veillées. Le titulaire propose dans le cadre des prestations complémentaires des excursions animation sur les thématiques demandées.

Le programme prévisionnel est joint au mémoire technique du titulaire. Toute modification doit être soumise à la validation préalable du chef de projet départemental du SNU.

#### 4.4 – MATERIELS

Le titulaire s'engage durant toute la durée du séjour à mettre à disposition tous les moyens de transport, équipements et matériels nécessaires à la mise en œuvre du programme pédagogique. Il devra notamment prévoir (liste non exhaustive) :

- Du matériel sono et vidéo projection nécessaires à certaines activités du programme.
- Le cas échéant un mat et un drapeau.
- Des machines à laver le linge et ou une prestation de lavage des tenues individuelles et linge de lit.
- La mise à disposition de fournitures en papeterie pour l'ensemble des activités.
- Le titulaire assure l'équipement informatique et la connexion internet nécessaires à l'échange d'informations avec les services départementaux et l'impression de documents.
- Un minimum de 15 ordinateurs et d'une imprimante.

Le titulaire facilite le déroulement des interventions assurées par des intervenants extérieurs.

#### 4.5 – GESTION DES TENUES

Certains éléments de la tenue sont donnés et d'autres prêtés.

L'équipe du centre assure :

- la distribution de l'ensemble des effets aux jeunes et les demandes de réassort auprès du prestataire en cas de manquement ;
- le lavage durant le séjour ;
- en fin de séjour le nettoyage des effets, l'inventaire des stocks et éventuellement, à la demande de la SDJES, la mise en carton pour une reprise des stocks par le prestataire.

#### 4.6 – FRAIS MEDICAUX ET PHARMACIE

Durant le séjour, le titulaire avance les frais médicaux et pharmaceutiques éventuels consultations médicales, frais de laboratoire, ambulance, secours...). Aux fins de remboursement, il envoie les feuilles de soins, accompagnées des éventuelles ordonnances afférentes, directement aux familles des enfants concernés.

La pharmacie de base doit être fournie par le titulaire en quantité correspondant au nombre d'enfants. Cette pharmacie comprend le matériel destiné aux premiers soins / secours.

Les matériels doivent être neufs, la date de péremption non dépassée et les boîtes ou flacons ne devront pas avoir été entamés précédemment.

**Trousse de secours :** Chaque centre doit être équipé d'une pharmacie contenant des médicaments fermés à clé ainsi que de minimum 4 trousses de secours. Le nombre de trousses doit être ajusté en fonction des spécificités de chaque centre.

La trousse médicale comprend au minimum : compresses, sparadrap, pince à épiler pour les échardes, ciseaux à bouts ronds, alcool dénaturé, médicaments contre les saignements locaux, pommades ou autres produits contre entorses, coups, brûlures et tout autre produit pharmaceutique pouvant être utilisé en cas d'urgence.

**Médicaments :** Les médicaments ne doivent être présents que s'ils appartiennent à des volontaires et si ces derniers en ont besoin, accompagnés d'une ordonnance mentionnant la posologie et la fréquence de prise. Le nom du volontaire doit être inscrit sur les boîtes des médicaments qui lui appartiennent.

**Conservation sous clé :** Tous les médicaments doivent être conservés sous clé, et seuls l'assistant sanitaire et le chef de centre doivent avoir accès à cette clé. Cela garantit la sécurité des médicaments et une gestion conforme à la réglementation.

#### **4.7 – PROTOCOLE SANITAIRE ET EVENEMENTS GRAVES**

Le titulaire devra strictement respecter les règles et recommandations sanitaires édictées par le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse relatives aux séjour de cohésion SNU.

En plus de la conduite à tenir lors de la découverte de cas de parasitose ou d'une suspicion ou d'un cas avéré de covid-19, le prestataire devra, sans délai, en informer la DSDEN du département ainsi que de tout événement grave.

Le titulaire est assujetti au signalement de tout événement grave, conformément à l'article R. 227-11 du code de l'action sociale et des familles Il devra procéder à ces signalements selon la procédure en vigueur durant le séjour concerné.

#### **5 – ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES DURANT LE TRANSPORT ALLER – RETOUR**

Pour information, l'organisation et la prise en charge du transport des volontaires, aller et retour, du lieu de rassemblement au centre de séjour ne sont pas incluses dans le marché et sont prises en charge par le rectorat de région PACA.

Le titulaire assure l'accompagnement des volontaires par les encadrants du lieu de rassemblement jusqu'au centre de séjour et au retour depuis le centre de séjour jusqu'au lieu de rassemblement où les volontaires sont rendus à leur famille.

Les frais de transports des encadrants pour se rendre se rendre au point de rassemblement avant le séjour pour récupérer les volontaires et les ramener au point de rassemblement après le séjour et assurer cet accompagnement (convoyage) des volontaires aller et retour sont inclus dans cette prestation. Les frais éventuels de restauration et d'hébergement afférents seront à la charge du titulaire et ne donneront pas lieu à une facturation supplémentaire.